

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE VAL TERBI DU 19 MARS 2019 / N° 37

Président : M. Michel Darbellay, président du Conseil général

Secrétaire : Mme Esther Steullet, secrétaire du Conseil général

Lieu : Centre communal de Vicques – 1^{er} étage

1. Ouverture de la séance

Monsieur **Michel Darbellay**, souhaite la bienvenue aux conseillers communaux et aux conseillers généraux. Il salue les représentants de la presse et de la radio. Il y a une personne dans le public.

Monsieur le Président propose d'intervertir les points 4 et 5 de l'ordre du jour, par rapport à présentation du projet relatif au micropolluants à la STEP par MM Sollberger du bureau AF Toscano et Margot de RWB.

L'ordre du jour modifié est accepté par l'ensemble des conseillers généraux présents.

La séance de ce soir a été convoquée :

- par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura n° 9 du 6 mars 2019
- par convocation à domicile
- par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Ouverture de la séance
2. Procès-verbal du Conseil général du 5 février 2019
3. Questions orales et interventions
4. Préavis, en vue du vote du 19.05.2019, le crédit de CHF 8'942'000.-, sous déduction des subventions fédérales et cantonales, relatif au traitement des micropolluants à la STEP
5. Information sur la fiche 5.06 « Energie éolienne » du plan directeur cantonal
6. Traitement de la motion « Pollution lumineuse nocturne, il est temps d'agir »
7. Nomination d'un membre à la commission des travaux publics
8. Communications

Les scrutateurs comptent les personnes présentes à la séance.

Présents : CERF PATRICK, CLERC Martin, CHARMILLOT Boris, CHARMILLOT Jean-Luc, CHETELAT Clovis, CHÉTELAT Jean-Paul, CHETELAT Martial, CHEVRE Samuel, DARBELLAY Michel, DUPRE Nicolas, FRICHE Gabriel, LACHAT Eric, MAITRE Jean-Baptiste, MUNIER Alain, OBERLI David, RYSER Alain, RUDOLF Dominique (Mme), SCHALLER Eric, SCHALLER Louise, STEULET Laurent, VOISARD Damien, WOLFF Catherine

Excusé : LAMBERT Romain

22 conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable. Monsieur le maire est présent ainsi que 6 conseillers communaux.

2. Procès-verbal du Conseil général du 5 février 2019

Le procès-verbal a été envoyé à chacun et chacune. Monsieur le Président propose de ne pas en faire la lecture. Il n'y a pas d'avis contraire.

Monsieur le Président demande s'il y a des remarques ou modifications à apporter.

- Jean-Baptiste Maître a demandé une correction au point 4 de l'ordre du jour : prendre connaissance et préavisier la modification de l'aménagement local ; à savoir :
- le projet est très bien ficelé tant du point de vue de l'aménagement du territoire que du développement du Home mais, il doit passer au vote populaire alors que subsistent encore des oppositions. On peut craindre que ces oppositions essaient et il serait regrettable que ce projet en subisse les conséquences comme cela a pu se voir sur d'autres projets ; il suggère dès lors d'étoffer dans le message l'argumentaire sur le développement de la Résidence Les Pins tel que présenté.***

Comme il n'y a pas d'objection à cette modification ni d'autres remarques, Monsieur le Président déclare ainsi le procès-verbal accepté tacitement avec remerciements à son auteure.

3. Questions orales et interventions déposées

1. La 5 G et risques pour la population de nos villages

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers communaux, cher(e)s collègues,

Suite à l'émission de Mise au Point du dimanche 3 mars sur rts1, qu'en est-il pour la population de nos villages des risques des rayons ionisants avec une puissance d'émission augmentée pour la future mise en service de la 5G et savez-vous si les antennes existantes seront suffisantes ou si des nouvelles devront être érigées sur notre territoire ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Charmillot Jean-Luc

- ✓ Réponse du Conseil communal par Michel Brahier

A la demande de plusieurs communes jurassiennes, l'AJC a demandé à Swisscom un état des lieux complet dans le canton en matière de haut-débit. Dans le cadre d'une prochaine assemblée, cette régie va exposer à l'ensemble des communes sa stratégie en vue de garantir une couverture maximale sur l'entier du territoire.

Paradoxalement, il faut savoir que le déploiement de la 5G permettra de couvrir le solde de 10% du territoire non couvert.

Les interrogations de la population sont légitimes. Cependant, il faut savoir que l'Ordonnance fédérale régissant la limitation des émissions des champs électriques et magnétiques décrit précisément les conditions à remplir pour obtenir une autorisation.

- Cette Ordonnance fédérale est à classer au même titre que d'autres textes de lois, comme l'ordonnance sur les pesticides (OPOVA) ou l'ordonnance sur la qualité de l'air (OPAIR) par exemple. Les cantons sont chargés de contrôler la mise en application desdites ordonnances.
- L'arrivée de la 5G ne change fondamentalement pas grand-chose en termes de rayonnement. La limite fixée reste la même et lorsqu'un opérateur voudra implémenter la 5G sur les émetteurs en place, il devra respecter cette limite.

- Les émetteurs 2G (GSM) seront arrêtés d'ici fin 2020. Ainsi, on met hors service une technologie vieille de bientôt 30 ans. L'arrivée de la 5G permettra de répondre à la demande croissante de bande passante afin d'absorber une plus grande quantité de données.

Concernant notre commune de Val Terbi, il y a actuellement 2 sites de communication mobile. Un situé à l'adresse "sur Breuya" à Vicques et l'autre dans la forêt du Droit à Vermes.

Lorsque la 5G sera déployée dans la région, il s'agira avant tout à modifier les sites existants avant d'en créer des nouveaux.

A moyen terme, il n'est pas exclu qu'un nouveau site soit réalisé sur notre commune. A ce jour, rien n'est encore planifié.

Le moment venu, nous en serons bien évidemment informés de par la procédure d'enquête publique à laquelle toutes ces antennes sont soumises.

Je vous remercie de votre attention.

Michel Brahier

✓ **Monsieur Jean-Luc Charmillot est satisfait**

2. Soutien financier de la commune de Riehen

Lors du dernier Conseil général, nous apprenions dans les communications du Maire que la commune de Riehen allait soutenir des projets communaux durant les 10 prochaines années, à raison de 50'000 francs par an.

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette bonne nouvelle et remercier vivement la commune de Riehen de cette généreuse participation au développement de nos villages.

J'ai deux questions.

- Le conseil communal a t'il déjà élaboré une liste de projets, ou a t'il déjà des idées?
- Qu'elles sont les conditions pré-requises par la commune de Riehen pour le soutien de ces projets?

Les citoyens devront savoir à quoi va servir cette manne généreuse annuelle.

Merci pour vos réponses
Martin Clerc

✓ Réponse du Conseil communal par Claude-Alain Chapatte

a) Le Conseil communal a-t-il déjà élaboré une liste de projets, ou a-t-il déjà des idées ?

- Le Conseil communal a reçu une délégation du Conseil communal et de l'administration de Riehen en date du 14 novembre 2018. Lors de cette première rencontre, nous nous sommes attelés à présenter la commune, ses projets en cours et notre situation financière.
- Cette rencontre a aussi permis de mieux cerner les contours de ce soutien. Le partenaire nous a bien fait comprendre que les projets choisis devraient avant tout être liés à de forts impacts environnementaux. Leur but est de nous aider sans contrepartie politique ou financière.
- Concernant 2018, le CC a décidé de présenter deux dossiers à Riehen pour le soutien financier : la rénovation des 2 centrales de chauffe à distance et la rénovation/isolation de l'école de Corban.

La commune de Riehen a choisi de soutenir l'école de Corban qui avait fait l'objet d'une visite lors de la rencontre de novembre 2018. Nous en profitons au passage pour remercier la secrétaire communale qui a su monter ces deux dossiers en un temps record pour nous permettre de tenir des délais serrés en 2018.

- Pour les années à venir, comme chaque Conseiller général le sait, la commune a plus de projets dans le pipeline que d'argent pour tous les réaliser. Dès lors, pour l'instant, nous n'avons pas décidé d'affecter l'argent de Riehen à d'autres projets que ceux qui sont existants.
- Les premiers contacts avec Riehen se sont faits par l'intermédiaire du Patenschaft. On sait que le Patenschaft n'aime pas beaucoup financer des projets dont le financement est couvert par des taxes (services communaux). Dès lors, le CC devra tenir compte de cet aspect dans le choix des projets présentés.

b) Quelles sont les conditions pré-requises pour la commune de Riehen pour le soutien des projets

- Il est aussi ressorti lors de notre rencontre de novembre passé que, pour les 2 parties, ce soutien au long court devait aussi être l'occasion de mieux se connaître pour échanger entre les exécutifs en particulier. Le CC et la secrétaire communale sont d'ailleurs invités par nos homologues de Riehen le 7 mai prochain. Bien entendu une délégation se fera un plaisir de s'y rendre.
- Le Conseiller communal de Riehen en charge du dicastère, M. Guido Vogel, nous demande simplement de présenter un ou deux dossiers par année afin de les soumettre à son exécutif pour formaliser la donation.

✓ **Monsieur Martin Clerc est satisfait**

- **Dépôt d'une interpellation intitulée "Traversée de Courroux à 30km/h »**

Monsieur Martial Chételat, **Groupe Sans Parti**, a déposé ce soir une interpellation intitulée « Traversée de Courroux à 30km/h ».

Celle-ci sera traitée selon les directives des articles 29 et 33 du règlement du Conseil général de la Commune mixte de Val Terbi.

Contenu de l'interpellation

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/8149.pdf/Conseil-general/SKM_C25819032517220.pdf

- **Dépôt d'une interpellation intitulée « Respecter les règles de l'égalité »**

Monsieur **Patrick Cerf, Groupe CoVal**, a déposé ce soir une interpellation intitulée « Respecter les règles de l'égalité ».

Celle-ci sera traitée selon les directives des articles 29 et 33 du règlement du Conseil général de la commune mixte de Val Terbi.

Contenu de l'interpellation

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/8147.pdf/Conseil-general/SKM_C25819032517090.pdf

- **Dépôt d'une motion intitulée « Des défibrillateurs au service de la population »**

Monsieur **Michel Darbellay, Groupe CoVal**, a déposé ce soir une motion intitulée « Des défibrillateurs au service de la population ».

Celle-ci sera traitée selon les directives des articles 29 et 30 du règlement du Conseil général de la commune mixte de Val Terbi.

Contenu de la motion

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/8150.pdf/Conseil-general/SKM_C25819032517340.pdf

- **Dépôt d'une motion intitulée « Des défibrillateurs publics pour sauver des vies »**

Monsieur **Jean-Baptiste Maître, Groupe VTE**, a déposé ce soir une motion intitulée « Des défibrillateurs publics pour sauver des vies ».

Celle-ci sera traitée selon les directives des articles 29 et 30 du règlement du Conseil général de la commune mixte de Val Terbi.

Contenu de la motion

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/8151.pdf/Conseil-general/SKM_C25819032517341.pdf

- **Dépôt d'une résolution du Conseil général de Val Terbi à l'attention du Conseil communal, du Gouvernement et du Parlement jurassien intitulé « Plan éolien : les communes concernées doivent avoir voix au chapitre »**

Monsieur **Michel Darbellay et 20 autres conseillers généraux** ont déposé, ce soir une résolution intitulée « Plan éolien : les communes concernées doivent avoir voix au chapitre ».

Contenu de la résolution

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/8146.pdf/Conseil-general/SKM_C25819032516580.pdf

4. Préavis, en vue du vote du 19.05.2019, le crédit de CHF 8'942'000.-, sous déduction des subventions fédérales et cantonales, relatif au traitement des micropolluants à la STEP

Entrée en matière : Yvan Burri

Mesdames, Messieurs les conseillers généraux,

Il vous est présenté pour préavis le projet du SEDE d'ajouter au processus actuel d'épuration des eaux ; celui de l'élimination des micropolluants.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Débat de fond : Yvan Burri

Comme vous avez pu le lire sur le message au corps électoral joint au rapport, nous faisons grande consommation de produits chimiques qui ne sont pas traités de manière conventionnelle par la STEP. C'est pourquoi le législateur fédéral a entamé de soutenir les projets d'élimination des micropolluants pour une meilleure qualité des eaux en aval des STEP de notre pays.

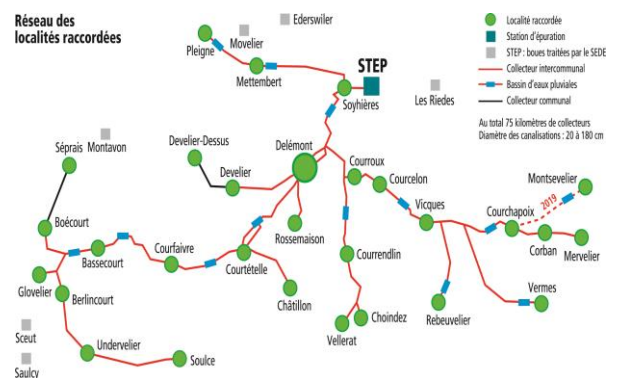
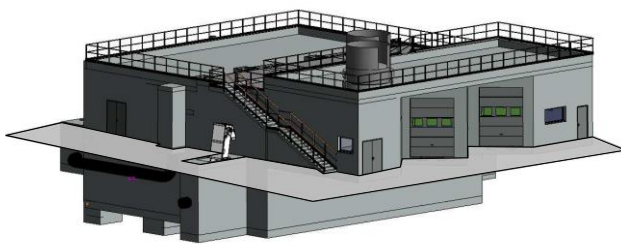
Je ne vais pas répéter les indications du message. Il s'agit bien d'un ajout et non pas d'une mise en conformité de la STEP qui au demeurant fonctionne très bien.

L'élaboration du projet, le choix du processus, s'est fait en respectant la procédure des décisions des instances du SEDE et la prochaine étape est celle de la décision des communes-membres. Ce sera le cas par scrutin populaire à Val Terbi.

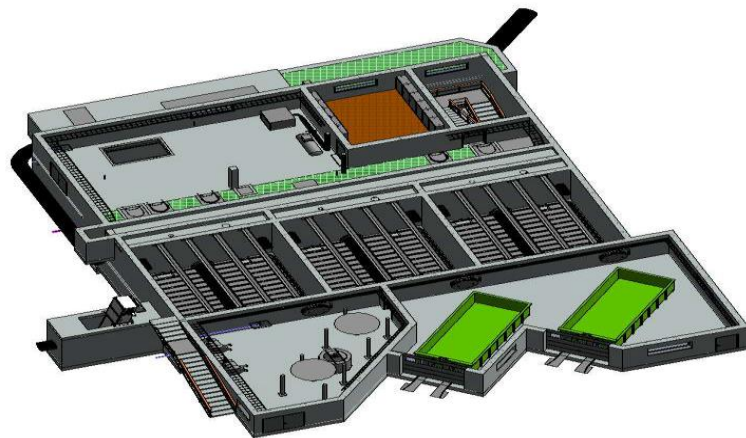
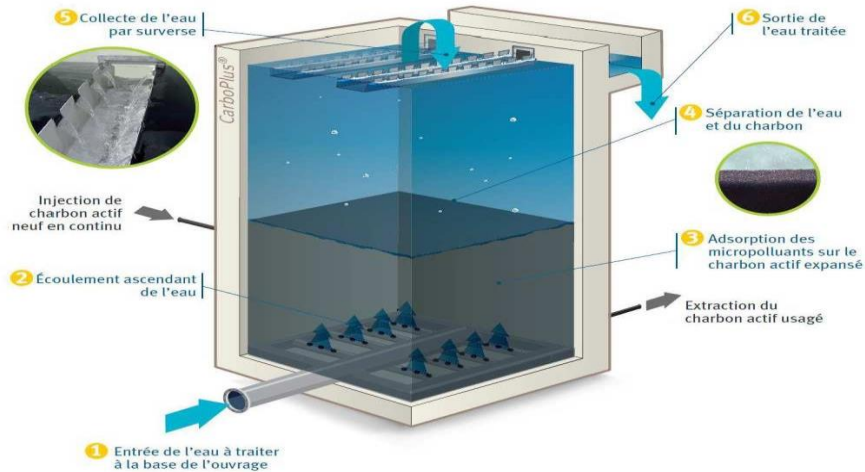
Le Conseil communal est favorable à ce projet et vous demande de le préavisier de telle manière à votre tour.

- ## Présentation du projet et du devis

Conseil général du Val-Terbi, par MM Sollberger du bureau AF Toscano et Margot de RWB

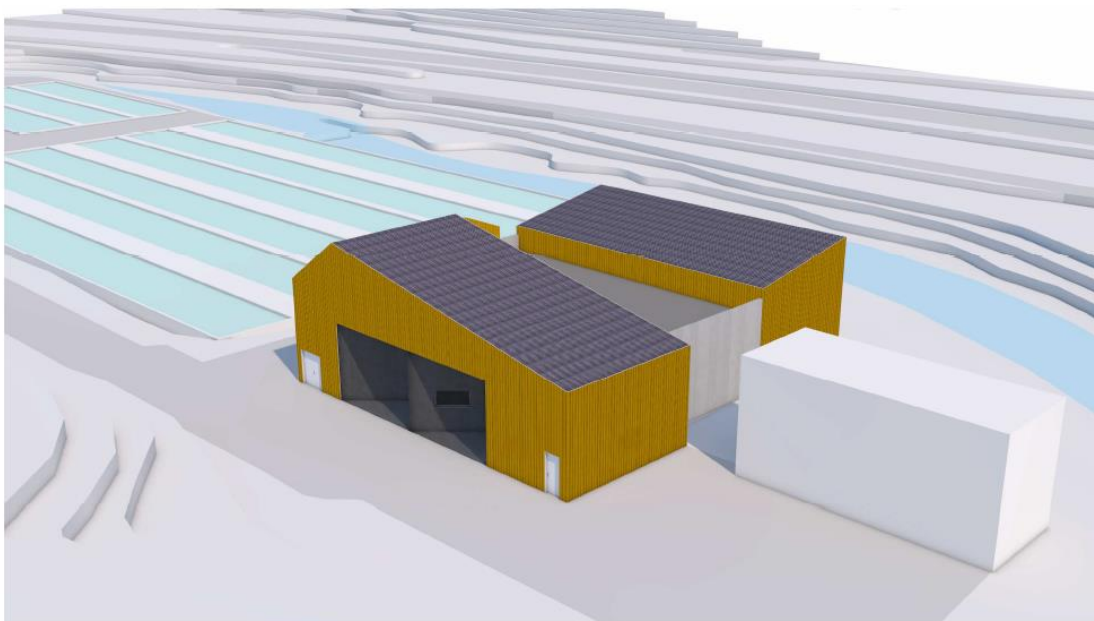


Installation d'adsorption du charbon actif micro-grains



Vues 3D (rez-de-chaussée)

2. Concept architectural provisoire



Vues 3D (depuis le Sud-Est)

3. Devis

DESIGNATION	DEVIS (CHF)	SUBVENTIONS CH (CHF)	SUBVENTIONS CANTON (CHF)	A LA CHARGE DU SEDE (CHF)
Frais administratifs	25'000.00	0.00	0.00	25'000.00
Démolitions et démontages	14'100.00	0.00	0.00	14'100.00
Terrassement - travaux spéciaux	642'000.00	463'500.00	61'800.00	116'700.00
Béton armé - gros œuvre (ouvrage de traitement)	1'034'000.00	736'500.00	98'200.00	199'300.00
Ouvrages de raccordement et réseaux	301'371.00	206'528.25	27'537.10	67'305.65
Bâtiment – second œuvre	1'252'534.50	842'725.88	112'363.45	297'445.18
Chauffage, ventilation, sanitaire (CVS)	44'009.00	33'006.75	4'400.90	6'601.35
Installations de contrôle-régulation-commande	225'277.00	166'565.65	22'208.75	36'502.59
Installations électriques	165'506.00	124'129.50	16'550.60	24'825.90
Equipements électromécaniques	2'900'729.00	1'953'052.50	260'407.00	687'269.50
Aménagements extérieurs	137'000.00	72'000.00	9'600.00	55'400.00
Divers et imprévus	337'000.00	252'750.00	33'700.00	50'550.00
Etudes spécifiques	296'291.00	158'468.25	21'129.10	116'693.65
Honoraires ingénieurs	928'000.00	696'000.00	92'800.00	139'200.00
TOTAL HT	8'302'817.50	5'705'226.78	760'696.90	1'836'893.82
TVA (7.7%)	639'317.00	439'302.00	58'574.00	141'441.00
TOTAL TTC ARRONDI	8'942'000.00	6'144'000.00	819'000.00	1'978'000.00



Subventions CH: 69%
Subventions canton: 9%
A la charge du SEDE: 22%



Page n° 11

La discussion est ouverte :

- Claude-Alain Chapatte : par rapport aux panneaux solaires fournis par les SID (Services industriels de Delémont) pour le SEDE ne procède-t-il pas lui-même à la pose desdits panneaux ? Un calcul de rentabilité a-t-il été effectué ?
 - Selon M. Margot de RWB, l'investissement est du ressort du SID qui va revendre au prix coûtant, soit par KWh. Par contre, ce projet n'est pas encore abouti. La question de rentabilité sera discutée au sein du SEDE.
 - Selon Gabriel Friche, l'idée est de collaborer avec le SID, spécialiste en la matière pour une question de simplification, en leur achetant l'électricité au prix coûtant.
- Jean-Luc Charmillot demande si les 40% d'énergie produite concernent seulement le turbinage ?
 - Selon M. Sollberger, les 40% ne concernent que le turbinage. S'ajoute en sus le photovoltaïque.
 - Selon M. Margot, l'avant-projet prévoit 3000 kW par année. Les 2/3 seront couverts par le turbinage et l'énergie photovoltaïque.
- Jean-Luc Charmillot relève que par rapport au montant total, ce projet est soumis au marché public. Il propose de mentionner dans le cahier des charges : le retour sur investissements doit retomber dans les caisses de l'Etat.
 - Selon M. Sollberger, les entreprises jurassiennes seront favorisées dans le respect des règles des marchés publics.
- Martial Chételat demande quelles seront les charges annuelles ?
 - Les charges annuelles se montent à Fr. 300'000.00 (frais d'exploitation).
Le budget annuel : 2 millions de francs (amortissements)
 - ↳ Le coût par habitant s'élèvera à Fr. 12.00 voire 13.00/habitant/année.
Actuellement le coût est de Fr. 9.00/habitant/année, soit une augmentation de Fr. 4.00/habitant/année.
- Jean-Paul Chételat demande comment est prévu le recyclage du charbon actif ?

- Selon M. Margot, les micropolluants sont retournés à l'usine pour les nettoyer et ils sont utilisables une dizaine de fois dans le but de réduire l'impact sur l'environnement.
- Michel Darbellay : quid des résidus brûlés et de la pollution de l'air ?
 - Selon M. Margot, la fumée est traitée comme dans les usines de traitements des déchets, la combustion est transformée en CO₂.
- Gabriel Friche tient à relever que par rapport à l'avant-projet, le toit du bâtiment et les façades doivent encore être définis quant au matériau utilisé, lors d'une assemblée des délégués du SEDE.

Au vote : le crédit de 8'942'000 francs est préavisé favorablement à l'unanimité des membres du Conseil général en vue du vote du 19.05.2019.

Message du Conseil général

Introduction

En Suisse, nous utilisons chaque jour des milliers de composés chimiques tels que médicaments, détergents ou pesticides. Une partie de leurs résidus parviennent dans les eaux sous forme de micropolluants. Ils peuvent alors nuire aux organismes aquatiques et polluer les ressources en eau. Des nouvelles dispositions de la Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux) et de son ordonnance (OEaux) sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Elles visent à optimiser le système d'assainissement actuel en équipant une centaine de STEP suisses d'une étape de traitement supplémentaire afin d'éliminer les micropolluants.

Les nouvelles dispositions ont pour objectif de protéger les écosystèmes aquatiques, garantir la qualité des ressources en eau et réduire les quantités de composés déversés vers les pays voisins, en aval.

Le Syndicat pour l'Assainissement des eaux de Delémont et Environs (SEDE) qui regroupe 15 communes (*Boécourt, Châtillon, Courchapoix, Courrendlin, Courroux, Courtételle, Delémont, Develier, Haute-Sorne, Mervelier, Mettembert, Pleigne, Rossemaison, Soyhières et Val Terbi*) est soumis au traitement des micropolluants et doit donc mettre en place une étape de traitement supplémentaire à la STEP à Soyhières. Les travaux induits font l'objet de la présente demande de crédit.

Objectifs

L'objectif de la mise en place de cette étape de traitement supplémentaire est l'élimination à hauteur de 80% des micropolluants. Les micropolluants (médicaments, hormones, détergents, produits de soin corporel, additifs des plastiques, biocides, pesticides, etc.) sont des composés présents dans les eaux usées. Même à des concentrations très faibles, ils ont un effet nocif sur les organismes aquatiques. Le traitement des micropolluants permettra ainsi d'améliorer la protection des eaux (eaux de surface et ressources en eaux souterraines).

Description du projet

L'ajout d'une étape de traitement des micropolluants à la STEP se fera par la construction d'un nouveau bâtiment sur la partie Est de la parcelle n° 2509 du ban de Courroux. La nouvelle installation sera constituée de deux étages, dont un souterrain. Le bâtiment aura une surface totale d'environ 575 m² et une hauteur hors-sol d'environ 4 m.

Les eaux en sortie de la STEP actuelle seront dirigées vers la nouvelle installation de traitement des micropolluants. Pour donner suite à une étude de différentes variantes, le SEDE a opté pour un traitement des micropolluants au charbon actif micro-grains. Ainsi, les micropolluants présents dans les eaux en sortie de la STEP actuelle seront piégés dans la porosité du charbon. Le charbon actif micro-grains sera ensuite envoyé vers une usine de régénération afin d'éliminer physiquement les micropolluants.

L'installation de traitement consistera en trois lits fluidisés de charbon actif micro-grains fonctionnant à flux ascendant, procédé simple d'exploitation et sans contraintes sécuritaires.

Le bâtiment comportera également différents locaux et équipements nécessaires à ce procédé de traitement (silos et bennes pour le stockage du charbon actif, local électrique, galerie technique, etc.).

Une partie de l'énergie électrique nécessaire à l'exploitation de ce nouveau traitement sera compensée par la mise en place d'un turbinage des eaux traitées grâce à une turbine Kaplan avant que les eaux soient restituées à la Birse.

Un projet de mise en place de panneaux photovoltaïques sur le futur bâtiment et sur d'autres bâtiments existants de la STEP est également à l'étude en collaboration avec les Services Industriels de la Ville de Delémont (SID).

Coûts et financement

Les coûts bruts ont été estimés : **Fr. 8'942'000.-**

Le projet bénéficiera d'importantes subventions fédérales et cantonales.

Sous réserve de l'octroi définitif, les subventions fédérales seront de 75% et les subventions cantonales de 10% des coûts liés au traitement des micropolluants. D'autres coûts tels que la production d'énergie ne sont pas subventionnés. Le montant restant à la charge du SEDE est de :

Montant total TTC	Fr. 8'942'000.-
Montant soumis aux subventionnements	Fr. 8'193'000.-
Montant de la subvention de la Confédération	Fr. 6'145'000.-
Montant de la subvention du Canton	Fr. 819'000.-
Montant à la charge du SEDE (TTC)	Fr. 1'978'000.-

(Inclus dès 2017 dans les budgets annuels d'investissements cpte 0702/08)

Déroulement des travaux, étapes

Sous réserve de l'octroi du présent crédit, des subventions fédérales et cantonales et de l'obtention du permis de construire, le planning suivant est prévu pour la suite du projet :

<i>Octobre 2019 – janvier 2020 :</i>	<i>Projet d'exécution</i>
<i>Février 2020 – septembre 2021 :</i>	<i>Construction de l'ouvrage</i>
<i>Octobre - décembre 2021 :</i>	<i>Mise en service de l'installation</i>

Préavis des instances compétentes et conclusions

L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et l'Office cantonal de l'Environnement (ENV) ainsi que l'assemblée des délégués du SEDE ont préavisé favorablement ce projet de traitement des micropolluants du SEDE.

La mise en place d'un traitement des micropolluants correspond présentement à une exigence légale et permettra d'améliorer significativement la qualité de la Birse en aval de la STEP à Soyhières.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil général propose au Corps électoral d'accepter le crédit de Fr. 8'942'000.- pour la mise en place d'un traitement des micropolluants à la STEP du SEDE à Soyhières dont un montant estimé à Fr. 6'964'000.- de subventions de la part de la Confédération et du Canton et de donner compétence au SEDE pour se procurer les fonds nécessaires et consolider le crédit en temps opportun.

5. Information sur la fiche 5.06 « Energie éolienne » du plan directeur cantonal

Introduction par Monsieur Michel Darbellay

Le bureau du Conseil général a jugé important de se pencher sur ce sujet.

La consultation remonte à 3 ans et depuis plus de nouvelles directives de la part du canton alors que nous sommes parmi les communes directement concernées par les 5 périmètres retenus à ce stade.

Sollicitation du canton pour venir informer le Conseil général mais refus de l'administration, dossier qui se justifie du fait que le dossier est désormais transmis au Parlement.

Le bureau regrette ce manque d'information et de transparence.

Val-Terbi est plutôt favorable aux éoliennes mais réserves émises lors de la consultation et déplore aucun retour ni dialogue avec les communes qui doivent véritablement être partenaires.

Présentation par Gabriel Friche sur la base du message publié par le Gouvernement, le 28 octobre 2018 :

Contenu de la présentation

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/8153.pptx/Conseil-general/Fiche-5.06_PLT_Presentation_19_03_19-CG.pptx?download=1

Monsieur le Président ouvre la discussion

- Jean-Baptiste Maître : la commune doit de toute façon donner un préavis à un plan spécial.
- Michel Brahier informe que sur ce projet tous les membres de l'association des maires du Val Terbi sont unanimes : il manque des éléments et le Canton n'a jamais envoyé d'accusé de réception.
- Claude-Alain Chapatte : la commune aurait dû donner un préavis avec vote de la population.
- Alain Munier : pense qu'il ne s'agit pas d'une erreur du Canton de ne pas avoir informé la population mais, il s'agit plutôt de déterminer les intérêts et les inconvénients pour la commune.
- Gabriel Friche : la commune doit donner un préavis avant de lancer un plan spécial.
Dans chaque étape du plan spécial = la commune sera mandataire avec le Canton afin d'étudier des variantes ensembles ; la commune sera intégrée au projet.
- Jean-Baptiste Maître : dans le cadre de l'aménagement du territoire, il n'est pas prévu de faire voter sur un plan spécial. Par contre, la population est associée aux démarches.
- Michel Darbellay : les démarches participatives ont leurs limites et rien ne garantit la considération de la commune, respectivement de la population.
- Patrick Cerf : nos voisins soleurois ont établi un plan directeur éolien ; des informations sont-elles données quant à l'avancement du projet soleurois ?
 - Le Conseil communal interviendra auprès de la Commission de l'environnement et de l'équipement afin d'être informée des démarches et de l'avancement de ce projet.
- Boris Charmillot demande pourquoi le site de la Grande-Schönenberg n'a pas été retenu ?
 - Le projet cantonal est prévu pour 31 éoliennes dans 3 parcs retenus mais celui de la Grande-Schönenberg n'y figure pas. Le Parlement aura le dernier mot.
- Alain Ryser : propose de travailler au niveau intercantonal pour le site de la Grande-Schönenberger en lien avec la Stierenberg.

Monsieur le Président remercie M. Gabriel Friche pour la présentation du projet.

Il donne ensuite connaissance de la résolution signée par l'ensemble des membres du Conseil général, hormis M. Jean-Baptiste Maître, qui s'abstient par rapport à sa fonction dans le cadre du Parlement jurassien.

Plan éolien : les communes concernées doivent avoir voix au chapitre

La révision de la fiche 5.06 « Energie éolienne » a été transmise par le Gouvernement au Parlement jurassien. La consultation remonte à plus de trois ans et depuis, notre commune n'a plus eu de nouvelles directes de ce dossier. Pourtant, Val Terbi avait répondu favorablement à la révision de cette fiche en émettant néanmoins des réserves et des remarques objectives quant au nombre d'éoliennes par site et à la nécessaire implication des communes dans le processus.

Souhaitant informer le Conseil général des tenants et aboutissants, le bureau du Conseil général, soutenu dans sa démarche par le Conseil communal, a invité le canton à venir présenter les incidences de la révision de la fiche « Energie éolienne » pour notre commune, en l'état du projet.

A plusieurs reprises, l'administration cantonale a décliné cette invitation sous prétexte qu'il n'est pas d'usage qu'une unité administrative présente aux communes un projet examiné par le Parlement.

Or, le projet émane justement de l'administration cantonale qui devrait plutôt jouer la carte de la transparence à l'égard d'une commune demandeuse et jusqu'ici plutôt favorable à l'implantation d'éoliennes, consciente de la nécessité d'une transition énergétique réfléchie.

Le Conseil général de Val Terbi émet les remarques suivantes et demande au Conseil communal de les relayer à la Commission de l'environnement et de l'équipement (CEE).

A la lecture du projet, on apprend que les communes concernées devront donner leur accord à l'engagement d'une procédure de plan spécial mais ne pourront pour ainsi dire quasiment plus stopper la procédure si ce n'est via les voies de droit, si le projet final venait à différer de l'idée de départ que se sera faite la commune en donnant son accord. Cela pourrait dissuader des communes pourtant favorables aux éoliennes de prendre le risque, à l'égard de leur population, de lancer des projets sans pouvoir les maîtriser jusqu'à leur concrétisation, à savoir la planification de détail. Le message du Gouvernement insiste certes sur les démarches participatives mais ce n'est pas suffisant. Les communes concernées doivent véritablement avoir voix au chapitre pour ne pas seulement être consultées mais véritablement associées de manière décisionnelle pour décider de ce qu'elles sont prêtes à accepter sur leur territoire, en connaissance de cause.

Il ressort que 5 sites potentiels sont inscrits dans le projet de fiche dont seuls trois seront retenus. Sur ces cinq sites, figure celui de Sur Rosé – Plain Fayen qui concerne donc pleinement la commune de Val Terbi. Val Terbi déplore ne pas avoir été associée à l'élaboration du plan concernant son secteur, suite à la consultation. D'autres sites intéressants ont ainsi été écartés puisque ne pouvant accueillir le minimum de 5 éoliennes défini dans la fiche transmise au Parlement. Le secteur de la Grande Schönenberg, par exemple, proche du secteur sur Rosé – Plain Fayen serait pourtant intéressant, notamment dans l'idée d'un parc éolien intercantonal.

Sur la base des éléments susmentionnés, le Conseil général de Val Terbi demande au Conseil communal d'intervenir auprès de la CEE et du Parlement jurassien. Le Conseil général de Val Terbi appelle la Commission de l'environnement et de l'équipement ainsi que le Parlement jurassien à corriger le projet de manière à intégrer les communes de façon décisionnelle pour valider non seulement le lancement d'une procédure de plan spécial, mais également l'approbation de cette procédure une fois les modalités définies. Le Conseil général appelle de plus les instances précitées à réévaluer les sites potentiels et y intégrer celui de la Grande Schönenberg.

Monsieur le Président ouvre la discussion

- Jean-Baptiste Maître tient à faire remarquer qu'il faut arrêter de mentionner le manque de transparence du Canton vu que le projet est actuellement en discussion au Parlement.
- Selon Michel Darbellay, le Conseil général n'a pas à pâtir des lacunes en matière d'information et du fait que l'administration se cache derrière le fait que le dossier soit désormais dans les mains du Parlement. On demandait une simple information comme commune directement concernée.

Au vote : 21 membres du Conseil général sont favorables avec la résolution du Conseil général de Val Terbi à l'attention du Gouvernement et du Parlement jurassien et 1 abstention.

6. Traitement de la motion, « Pollution lumineuse nocturne, il est temps d'agir »

Monsieur le Président informe que tous les conseillers ont reçu la motion de Mme Dominique Rudolf et lui donne la parole pour la lecture du contenu.

Auteur : Mme Dominique Rudolf, conseillère générale

Motion du 20 novembre 2018 « Pollution lumineuse nocturne, il est temps d'agir »

(Contenu de la motion)

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/8041.pdf/Conseil-general/Interventions/SKM_C25818120316180.pdf

Position du conseil communal : par M. Yvan Burri

Monsieur le président, Mesdames, Messieurs les conseillers généraux,

Le Conseil communal, soucieux de réduire l'impact des infrastructures communales sur l'environnement voit d'un bon œil le thème de cette motion.

L'extinction ou la baisse sensible des projections lumineuses dues à l'éclairage public au plus profond de la nuit quand les activités de nos villages sont très réduites, fait partie de ces mesures à prendre lors des études puis de la réalisation du renouvellement de nos lampadaires de rues. Ce sont des mesures qui vont dans le sens général de protection de l'environnement et de réduction de consommation de l'énergie.

En termes d'économie d'énergie la première mesure, la plus efficace, est de passer au LED moins gourmand en électricité et programmable pour réduire grandement l'intensité de l'éclairage.

N'oublions pas le fait que d'éteindre l'éclairage de rues sous-entend qu'il y en ait un qui fonctionne pendant les heures d'activités humaines. Le Conseil communal s'y est attelé au rythme des possibilités budgétaires et des divers travaux en cours ou prévus.

L'extinction totale, une fois passé au LED, ne représente qu'une petite économie. Le fait que la durée de vie des lampes est non seulement comptée en heures mais aussi au nombre d'allumages tempère cette économie.

En termes de protection de l'environnement la motion atteint son but, la vie animale nocturne retrouvera ses avantages et ses prérogatives. Le bienfait est immédiat, il n'y a pas besoin de faire des évaluations ou des études d'impact. On peut attendre que les habitants jouent le jeu et programment leurs décorations lumineuses pour une extinction aux mêmes heures.

Comme le souligne la motionnaire, une vraie phase nocturne est certainement profitable pour la population qui retrouvera plus facilement l'alternance des nuits et des jours et de meilleures conditions pour un sommeil réparateur. Le contact avec la nature et ses mystères nocturnes, les phases lunaires et le ciel étoilé en sera grandement facilité et ce sera un gain en matière de qualité de vie.

Toutefois, certaines personnes voyant leurs fenêtres noircies ou devant marcher dans les rues sans éclairages pourront se sentir désécurisées et la décision qui vous incombe fera des mécontents. L'information à faire à la population prend ici toute son importance, et je compte sur vous, si cette motion devait être acceptée, pour expliquer la décision de ce soir autour de vous. En effet, c'est le côté politique de la décision de ce soir qui engagera notre commune, la première à le faire dans le canton à ma connaissance, à plonger dans le noir nos localités au milieu de la nuit. Il y a ce côté « blackout » qui doit être accepté alors que certains appellent dès qu'un lampadaire est en panne pendant trois jours.

Le Conseil communal accepte, comme je vous l'ai dit les termes de cette motion, tout en étant conscient que sa mise en œuvre sera contraignante. Renseignements pris les exigences techniques tant du réseau électrique que des luminaires existants ou à disposition sur le marché exigeront d'étudier les possibilités de mise en œuvre et des travaux supplémentaires sont à prévoir. Un investissement serait nécessaire et il s'agirait également de trouver le meilleur compromis pour ne pas précipiter le passage au LED.

De plus les exigences du canton en ce qui concerne l'éclairage public des routes cantonales n'est pas encore défini dans le détail même si le canton a produit un document favorable à la diminution de la pollution lumineuse.

J'en viens donc au texte de la motion qui contient, même si l'on peut regretter que ce soit entre parenthèse, que des impératifs techniques et des exceptions pourront être pris en compte dans la réalisation des buts de la motion. Cela la rend un peu moins contraignante aux yeux du Conseil communal et, à cette condition-là, acceptable.

La motion porte en elle les thèmes de qualité de vie, de bénéfices écologiques et d'économies d'énergie mais elle est essentiellement politique dans la portée des changements d'habitudes demandés à notre population. A entendre ou lire les réactions dans les communes ou cela s'est déjà fait, les avantages dominant sur les inconvénients et l'acceptation se fait sans problèmes majeurs.

Merci de votre écoute et place au débat.

Yvan Burri

Monsieur Le Président ouvre la discussion

- Gabriel Friche tient à rebondir sur les propos entre parenthèse ; à savoir : ... Les détails de la mise en place (horaire, technique, exceptions – en particulier celles liées à la sécurité routière -, ...), il souhaite que cela soit étudié – en pensant au postulat – et propose d'ajouter :
 - Les personnes à mobilité déficience visuelle

Dans certaines localités, l'éclairage est muni d'une télécommande.

- Dominique Rudolf propose d'insérer la demande de Gabriel Friche dans le traitement des détails de la mise en place et des exceptions.
- Jean-Luc Charmillot propose de ne pas demander de transformer cette motion en postulat.
- Martin Clerc : dans le cadre de la commission des travaux publics, il propose la transformation de la motion en postulat.

Au vote : les conseillers généraux soutiennent la motion déposée, par 18 voix contre 4, sans abstention.

- ***La motion est transmise au Conseil communal qui l'exécute dans un délai de 6 mois.***

7. Nomination d'un membre à la Commission des travaux publics

La commission des travaux publics se compose de 5 membres nommés par le Conseil général.

Monsieur Romain Lambert de Vicques a fait part de sa démission au sein de cette commission pour fin janvier 2019. Il était le représentant du groupe du PDC et sympathisants.

Pour le remplacer, ce groupe propose la candidature de M. Bernard Koller de Montsevelier, contremaître dans le génie civil.

M. Alain Munier présente brièvement M. Bernard Koller, candidat à la Commission des travaux publics.

Habitant de Montsevelier, marié, deux enfants, il est discret, serviable et efficace.

Après un apprentissage de maçon, il a notamment occupé depuis 1992, la fonction de chef d'équipe et contremaître chez Parietti & Gindrat SA. D'abord occupé par des constructions familiales, il a ensuite assumé la responsabilité de contremaître des grands ouvrages en béton : de Moutier à Court (Raimeux, Graite-ry) sans oublier des travaux aux tunnels du Mont Russelin et du Mont-Terri.

Il a pris sa retraite en 2017, à l'âge de 60 ans.

Politiquement, il est PDC. Il s'est très longtemps engagé pour sa commune de Montsevelier :

- 7 ans au Conseil communal (de début 1989 à fin 1995)
- 16 ans comme membre de la Commission des travaux publics (de 1997 à 2012)
- 2 ans comme membre de la Commission d'étude de la rénovation de la halle de gymnastique (de début 2011 à fin 2012).

En résumé, M. Bernard Koller

- est compétent,
- il a de la disponibilité et est d'accord de consacrer du temps pour la commune,
- il habite Montsevelier, seul village qui n'était pas représenté dans cette importante commission.

Il sera indéniablement un appui précieux pour Yvan Burri et pour toute la Commission des travaux publics.

Monsieur le président ouvre une discussion. La parole n'est pas demandée.

Au vote : les membres du Conseil général accepte à l'unanimité la candidature de Monsieur Bernard Koller de Montsevelier.

6. Communications

La parole n'est pas demandée

Constatant que l'ordre du jour a été épuisé, **Monsieur le Président** remercie les membres du Conseil général et du Conseil communal de leur participation et leur engagement et lève la séance à 21h.20.

La prochaine séance du Conseil général se tiendra le **mardi 21 mai 2019 à 19h30.**

Vicques, le 19 mars 2019

AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL

Michel Darbellay Esther Steullet

Président Secrétaire